



Profil de référence de l'économie des ménages (méthodologie HEA) Sous-zone urbaine inférieure de la Ville de Bamako (Mali)

Août 2015



Ce profil a été réalisé du 23 Juillet au 08 Aout 2015 dans la zone urbaine de la ville de Bamako. L'étude a été pilotée par **Nora Lecumberri** consultante du **Food Economy Group** avec l'appui technique de **Nouhoum Sidibé** du **SAP Mali** et team leader de l'étude et sous la supervision technique de la coordination régionale du projet HEA-Sahel.

Remerciements

L'auteur de ce rapport tiens à remercier, en premier lieu, toute l'équipe de collecte de données qui a travaillé de façon consciencieuse et enthousiaste, pour accomplir la difficile tâche de collecte de données en milieu urbain pendant une des périodes les plus chaudes et pluvieuses de l'année. Une mention spéciale est dirigée au chef d'équipe sans lequel le travail aurait été plus difficile. Elle remercie également les autorités locales (personnel des différentes mairies et chefs de quartier) qui ont appuyé la réalisation du travail et la mobilisation de la communauté, ainsi que les communautés elles-mêmes pour leur accueil, leur temps et leur patience. Ses remerciements vont aussi à Save the Children International bureau régional et à Oxfam GB bureau pays au Mali, pour leur intérêt continu au projet et leur appui administratif, logistique et technique. Et finalement, de vifs remerciements sont adressés à USAID pour leur appui financier, indispensable pour le déroulement de cette étude.

Table de matières

Liste de sigles et abréviations	4
Résumé des principaux résultats	5
<i>I. Contexte et justification de l'étude</i>	6
Structure du rapport	6
<i>II. Méthodologie</i>	7
Cadre d'analyse – la ligne de base HEA.....	7
Échantillonnage.....	8
Année de référence et année de consommation	8
Difficultés	9
<i>III. Zonage</i>	9
<i>IV. Profil urbain</i>	12
1. Description de la zone	12
2. L'accès aux services de base	12
3. Les marchés.....	13
4. Calendrier saisonnier	14
5. Historique.....	15
6. Catégorisation socioéconomique.....	16
7. Sources de nourriture	18
8. Niveau de revenus annuels	19
9. Postes de dépenses.....	20
10. Aléas et stratégies d'adaptation	22
11. Recommandations (à compléter après les discussions sur les recommandations pour le rapport de Niamey).....	23
<i>Annexe 1 - Echantillonnage</i>	24
<i>Annexe 2 – Processus terrain</i>	25
<i>Annexe 3 – Equipe</i>	26
<i>Tableau 1. Zones de moyens d'existence du District de Bamako</i>	10
<i>Tableau 2. Historique pour la ville de Bamako</i>	16
<i>Tableau 3. Caractéristiques des groupes socioéconomiques de la sous-zone inférieure de Bamako</i>	16
<i>Tableau 4. Types d'activités génératrices de revenu typiques</i>	19
<i>Tableau 5. Paniers de survie et de PME</i>	22
<i>Tableau 6. Liste des quartiers visités</i>	24
<i>Figure 1. Prix moyens aux consommateurs pendant l'année de référence</i>	14
<i>Figure 2. Calendrier saisonnier pour la ville de Bamako</i>	15
<i>Figure 3. Sources de nourriture (juillet 2014 - juin 2015)</i>	18
<i>Figure 4. Revenus annuels par ménage (juillet 2014 - juin 2015)</i>	19
<i>Figure 5. Postes de dépenses - valeurs totaux/ Figure 6. Postes de dépenses - valeurs relatifs</i>	20

Liste de sigles et abréviations

AGR	activité génératrice de revenus
CAF	Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle
CED	Centres d'Education pour le Développement
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
EDM	Energie du Mali
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
GIE	groupements d'intérêt économique
HEA	Household Economy Analysis
INSTAT	Institut National de la Statistique
SAP	Système d'Alerte Précoce
USAID	United States Agency for International Development
OMA	Observatoire du Marché Agricole
OFDA	Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SOMAGEP	Société malienne de gestion de l'eau potable
SOMAPEP	Société malienne de patrimoine de l'eau potable
SOTRAMA	Société de Transport du Mali
TP	groupe socioéconomique des ménages très pauvres
P	groupe socioéconomique des ménages pauvres
M ⁻	groupe socioéconomique des ménages moyens inférieurs
M ⁺	groupe socioéconomique des ménages moyens supérieurs
A	groupe socioéconomique des ménages aisés

Résumé des principaux résultats

Bamako, la capitale du Mali, s'étend au pied des collines de Koulouba et du point G sur les deux rives du fleuve Niger. C'est une grande ville Sahélienne qui comptait presque 2 millions d'habitants lors du dernier recensement, venus des quatre coins du pays et aussi des pays voisins. A l'intérieur de la ville, les espaces pour la pratique de l'agriculture pluviale, le maraîchage et l'élevage ont pratiquement disparu avec l'expansion des zones résidentielles et des quartiers spontanés. Ces activités rurales se trouvent désormais limitées aux zones périphériques de la ville, dans le cercle de Kati, mais continuent d'approvisionner le grand marché urbain où la demande de céréales, légumes, viande et lait est élevée.

A l'intérieur de l'enceinte urbaine du District de Bamako, les différences entre les quartiers sont très marquées. Trois sous-zones ont été dégagées en fonction du niveau d'aménagement du quartier, la disponibilité des infrastructures et services de base et les revenus moyens des habitants : la sous-zone supérieure, une zone administrative et résidentielle à revenus élevés ; la sous-zone intermédiaire, une zone résidentielle et commerciale qui attire majoritairement les fonctionnaires et cadres ; et la sous-zone inférieure, une zone de quartiers populaires où les conditions de vie sont manifestement inférieures.

La présente analyse vise la dernière zone : la sous-zone urbaine inférieure. Dans cette zone environ 55 pour cent des ménages sont classés dans les groupes socioéconomiques pauvre et très pauvre. Ces ménages ont un faible niveau d'instruction et sont obligés à se débrouiller le jour au jour, cherchant des opportunités comme ouvriers non-qualifiés et/ou tirant des gains modestes de la vente ambulante et du petit commerce. Les classes supérieures comptent des travailleurs qualifiés et des employés salariés, qui bénéficient des salaires journaliers ou mensuels plus élevés et de sources de revenu plus prévisibles et stables. Pour cette raison, ce sont souvent des ménages plus larges ; des ménages polygames comprenant aussi des membres de la famille étendue ou des dépendants.

L'ensemble de la population couverte par l'étude était en situation de sécurité alimentaire minimum en 2014/2015. Le marché est la principale source de nourriture pour tous les ménages et les plus pauvres s'approvisionnent au jour le jour en fonction du revenu accumulé la veille ou le jour même tandis que les ménages plus aisés ont un pouvoir d'achat suffisamment plus élevé pour s'approvisionner en gros. La nourriture et les besoins de base (logement, eau, carburant, hygiène, éducation et santé) absorbent près de 95 pour cent du budget annuel des ménages très pauvres, ce qui ne leur laisse pas une grande marge de manœuvre lors des complications au sein du ménage (par exemple une maladie ou des dépenses imprévues) ou lors d'augmentations des prix des denrées.

Dans l'ensemble, les moyens d'existence des citoyens n'ont pas souffert des grandes variations lors des cinq dernières années. Le coup d'état de 2012 a bouleversé la vie en ville momentanément, mais les effets du changement politique n'ont pas eu des graves conséquences sur les moyens d'existence urbains, comme cela aurait été le cas d'une sécheresse sur les moyens d'existence ruraux. Ce sont les adversités à l'intérieur du ménage qui causent le plus de dégâts sur les conditions de vie, telles que le risque que le principal pourvoyeur de revenu tombe malade.

I. Contexte et justification de l'étude

Depuis 2010, Save the Children International gère la mise en œuvre du projet régional de l'Analyse de l'Economie des Ménages (également appelé Household Economy Analyse, HEA) financé par ECHO et cofinancé depuis 2013 par USAID/OFDA.

La phase V qui est en cours, à l'image des phases précédentes, cherche à poursuivre le travail de renforcement des capacités des acteurs, en vue d'augmenter la couverture des profils de base HEA (HEA baseline) dans la région du Sahel, poursuivre l'intégration des Analyses des Résultats HEA (HEA *Outcome Analysis*) dans les systèmes régionaux d'alerte précoce pour une meilleure planification de la réponse et augmenter la qualité des analyses HEA (*baseline ou OA*).

Au vu de l'intérêt croissant des acteurs sur la nécessité de comprendre la vulnérabilité urbaine, Save the Children en collaboration avec ses partenaires s'est engagé dans cette présente phase du projet régional HEA Sahel à développer deux profils de base sur l'économie des ménages dans des contextes urbains dont la première à Niamey au Niger et la seconde à Bamako au Mali.

La méthodologie HEA a été adaptée aux réalités du milieu urbain et a été utilisée pour quantifier les moyens d'existence des ménages urbains et périurbains dans nombreuses villes en Afrique de l'Est (par exemple à Harare, à Djibouti et à Nairobi). Les profils de Niamey et de Bamako sont les premières expériences urbaines au Sahel, en dehors d'une analyse périurbain réalisé à Nouakchott en 2010. Le choix de Niamey et Bamako pour ces expériences pilotes s'inscrit dans la volonté de Save the Children de consolider les acquis obtenus depuis le début du HEA dans ces pays. Ainsi, l'étape de Niamey constitue une phase pilote et une opportunité pour tester la méthodologie dans le contexte sahélien et par la même occasion renforcer la capacité des acteurs sur le HEA Urbain. Les enseignements tirés de l'étape de Niamey ont servi à affiner la méthodologie pour le profil urbain de Bamako, et ceux appris à Bamako serviront pour les autres HEA à réaliser en milieu urbain.

Structure du rapport

Ce rapport présente le profil de la sous-zone urbaine inférieure de Bamako avec comme point de départ, un bref aperçu sur la méthodologie et le processus terrain (le cadre d'analyse, l'échantillonnage, l'année de référence, et les difficultés rencontrées). S'en suit la description du profil de la zone urbaine avec dans un premier temps une présentation générale des moyens d'existence locaux et du niveau d'accès aux services de base. Consécutivement à cette présentation générale, une analyse détaillée, des sources de nourriture, des habitudes alimentaires de la population ainsi que la quantification et la description des schémas de dépenses et des niveaux de revenu désagrégés par groupe ou couche socioéconomique ont été effectuées. En outre, il est important de noter que l'information présentée dans ce rapport se réfère aux 12 mois précédant l'évaluation, de juillet 2014 à fin juin 2015, considérés comme « année de référence » selon la terminologie HEA. Les informations contenues dans ce profil resteront valides pour environ 5 ans (jusqu'en 2020) dans le cas où il n'y a pas eu des changements rapides et fondamentaux dans la vie socioéconomique des ménages.

II. Méthodologie

Cadre d'analyse – la ligne de base HEA

La méthodologie de l'Analyse de l'Economie des Ménages (communément appelée - *Household Economy Analysis, HEA*) a été utilisée pour la collecte et l'analyse des informations sur les moyens d'existence des ménages de la sous-zone urbaine inférieure de Bamako. Des données primaires relatives aux points ci-dessous ont été collectées. Il s'agit principalement de :

- la caractérisation des différentes zones de moyens d'existence à l'intérieur de la ville de Bamako ;
- le découpage socio-économique de la population ciblée ;
- le calendrier saisonnier des principales activités économiques ;
- l'accès aux services de base ;
- la quantification et description des moyens d'existence en année normale et en mauvaise année.

La HEA commence toujours par une analyse approfondie des Zones de Moyens d'Existence car, il est communément reconnu que les espaces territoriales où vivent les populations déterminent en grande partie leur système de production et leur accessibilité aux marchés. Les moyens d'existence sont la combinaison d'activités auxquelles les ménages se livrent pour se procurer suffisamment de nourriture pour leur alimentation mais aussi, tirer le revenu requis pour accéder aux biens et services nécessaires. Les moyens d'existence comprennent également la façon dont les gens gèrent et conservent leurs actifs et comment ils réagissent aux chocs auxquels ils font face.

Dans la HEA, le ménage est l'unité de base de l'analyse car étant l'unité primaire de production et de consommation. La HEA propose une compréhension de la façon dont les ménages obtiennent leurs produits alimentaires et non alimentaires et comment ils obtiennent le revenu permettant d'acheter des biens et des services. Ceci conduit à une meilleure compréhension de la façon dont les gens survivent et comment leur économie domestique fonctionne. Une telle analyse peut aider à déterminer si une population donnée est en insécurité économique et fournit des informations de base permettant de comparer et de mesurer les changements dans l'accès aux produits alimentaires et non alimentaires. Les informations de base permettent l'évaluation de la vulnérabilité d'une population aux différents chocs ou menaces.

Il existe des différences entre les profils de base HEA ruraux et urbains. Bien que l'objectif global soit le même, c'est à dire analyser l'accès des différents groupes socio-économiques à la nourriture et aux revenus afin de les comparer aux différents seuils de sécurité alimentaire et des moyens d'existence, les détails de l'approche analytique diffèrent généralement d'un contexte à l'autre. Dans un contexte rural, il est plus utile de se concentrer sur la façon dont les différents groupes de richesse ont accès à la nourriture et au revenu. Les membres d'un groupe socio-économique partagent généralement les mêmes moyens d'existence et les mêmes choix (limités) d'options pour obtenir de la nourriture et des revenus. Ainsi, ils adoptent quasiment les mêmes stratégies, aux mêmes périodes de l'année. Les pauvres, par exemple, pourraient posséder entre 0,5 et 1 hectare de terre pour y cultiver du sorgho et des haricots, ils pourraient élever 1-2 vaches laitières et travailler entre 10-20 jours par mois dans les champs de ménages plus aisés pendant la saison pluvieuse. En raison de l'homogénéité relative des moyens d'existence ruraux, l'enquête sur les sources de nourriture et de revenu représente le moyen le plus efficace de générer une compréhension rapide des moyens d'existence dans ce contexte.

Une telle homogénéité des groupes socio-économiques n'est généralement pas observée dans un contexte urbain, où le marché constitue la principale source de nourriture. Dans un tel contexte, l'enquête est donc généralement axée sur les dépenses et l'accès au revenu. Cependant, en ville il existe souvent un grand éventail de sources de revenus pour tous les groupes socio-économiques et les revenus journaliers suivent un schéma erratique comparé au schéma saisonnier des sources de revenu en milieu rural. Un ménage pauvre pourrait, par exemple, faire le petit commerce d'aliments préparés, un autre pourrait vivre de la réparation de bicyclettes et un troisième du transport de marchandises. Pourtant ces trois ménages pourraient appartenir au même groupe socio-économique. Un ménage pourrait avoir un jour de travail par semaine mais quatre jours la semaine suivante, et ainsi de suite. Globalement, il est difficile d'établir rapidement la situation moyenne ou typique d'un groupe socio-économique donné, en raison de l'hétérogénéité des moyens d'existence urbains – du moins, si l'enquête porte essentiellement sur les revenus en espèces.

Bien que les sources de revenu aient tendance à être hétérogènes dans les contextes urbains, les habitudes de dépenses ne le sont pas. Les familles pauvres dépensent généralement des sommes similaires sur des articles semblables, de sorte qu'une enquête sur les habitudes de dépenses est souvent l'approche la plus adéquate

dans un contexte urbain. En ville, une autre raison très importante de centrer l'enquête sur les dépenses est que les économies urbaines sont principalement des économies de marché et que beaucoup d'articles essentiels pour vivre, qui sont souvent gratuits dans un contexte rural, doivent être achetés (par exemple le logement, l'eau, le bois de chauffage, etc.). C'est pourquoi il est toujours indispensable d'inclure ces éléments non alimentaires dans une analyse urbaine.

Cependant, les questions sur les revenus ne doivent pas pour autant être négligées dans une enquête urbaine même si l'objet principal de l'enquête est de déterminer les postes de dépenses des différents groupes socio-économiques et les montants dépensés. Le revenu est utilisé principalement comme moyen de recoupement ; pour s'assurer qu'il est possible de gagner la somme d'argent que le groupe ou le ménage en question déclare dépenser.

La préparation d'une base de référence de l'économie des ménages urbains comporte les étapes suivantes (voir annexe 1 pour une description détaillée) :

- Une étude des sources secondaires.
- Un exercice de zonage urbain.
- Des entretiens au niveau de la communauté (informateurs clés) pour établir la classification socioéconomique et générer des informations contextuelles : l'historique des événements affectant les moyens d'existence locaux, le niveau d'infrastructures et services de base locaux (eau, assainissement, éducation, santé, électricité), l'accès au marché, la saisonnalité des prix de denrées alimentaires, etc.
- Des entretiens avec des représentants des groupes socio-économiques pour établir les caractéristiques des dépenses et des revenus au niveau du ménage.
- Une analyse intérimaire et une analyse finale pour la consolidation des données de terrain.

Le travail de terrain à Bamako a été réalisé avec l'appui de tablettes électroniques utilisées pendant les entretiens avec les représentants des groupes socio-économiques. Le but était, d'une part, alléger l'entretien qui d'habitude est assez long et également de minimiser les erreurs dans les calculs de quantification des moyens d'existence (les apports calorifiques des aliments et les dépenses et les revenus annuels) et dans la saisie de données. L'utilisation de tablettes a représenté aussi un exercice pilote. Les résultats ont été très favorables et son utilisation est recommandée pour des lignes de base futures, rurales ou urbaines.

Échantillonnage

La méthodologie pour la collecte de données sur le terrain se base sur un échantillonnage raisonné pour la sélection de 12 sites selon des critères de représentativité déterminés au préalable. L'exercice de zonage (première étape du cadre d'analyse) a déterminé les limites de la zone dite urbaine et a fourni une première caractérisation des moyens d'existence de la majorité des ménages habitant Bamako (voir section III ci-dessous). Les quartiers non représentatifs (ayant une économie périurbaine ou rurale ou un niveau de revenu supérieur à la moyenne de la ville) ont été exclus.

A la suite de cette étape, le focus a été mis sur les quartiers représentatifs de la zone choisie pour analyse. La liste d'échantillonnage a été conçue avec l'appui des représentants des 6 communes de la ville lors de l'atelier de zonage et vérifiée consciencieusement par la suite lors des entretiens avec les mairies.

Année de référence et année de consommation

L'année de référence et l'année de consommation sont deux concepts centraux aux enquêtes rurales mais moins pertinents dans un contexte urbain. Le concept d'année de consommation - qui dure 12 mois à partir du début de la principale récolte - a peu de signification dans une zone urbaine où la majorité des ménages ne font pas l'agriculture et où les variations saisonnières sont moins accentuées. L'analyse peut généralement être préparée pour n'importe quelle période de l'année. Tout de même, il est toujours souhaitable de choisir les 12 mois qui précèdent l'évaluation actuelle car cette période a l'avantage d'être relativement présente à l'esprit des personnes et donc plus facile de s'en souvenir. Les 12 mois doivent néanmoins représenter une période normale, voire typique, exempte d'événements très significatifs qui auraient pu entraîner des changements profonds dans la vie quotidienne de la majorité des ménages de la zone (par exemple un bouleversement politique occasionnant des violences et une instabilité dans l'accès aux marchés de vivres et de travail). La présente enquête se porte sur les 12 mois du **début juillet 2014 à fin juin 2015**.

Difficultés

Le rythme plus accéléré des modes de vies urbains doublé d'une organisation communautaire plus distendue rendent plus difficiles les travaux de terrain dans les milieux urbains. Les principales difficultés rencontrées ont été :

- Difficulté dans la mobilisation des groupes de discussion équilibrés en termes de genre. Quelques entretiens ont été réalisés avec des groupes entièrement féminins ou masculins en fonction de la disponibilité le jour de l'entretien.
- Impossibilité de réaliser deux entretiens au niveau ménage lors du deuxième passage dans la communauté en deux occasions. Ceci a réduit la taille de l'échantillonnage à 10.
- Difficulté dans la mobilisation du groupe socioéconomique moyen supérieur, pour lequel l'équipe n'a pu réaliser que 6 entretiens sur les 10 communautés interviewées.

III. Zonage

La première étape du cadre d'analyse HEA est le zonage des moyens d'existence: une délimitation des zones dans lesquelles les habitants partagent largement les mêmes modes de vie, c'est à dire, qu'ils vivent dans un même environnement agro-écologique, partagent les mêmes systèmes de production et opportunités de génération de revenus, et ont également un niveau d'accès au marché similaire. Lors d'une évaluation urbaine, l'exercice de zonage consiste moins à définir les moyens d'existence qu'à comprendre la configuration de la ville, délimiter les quartiers urbains et périurbains, classer les quartiers par rapport à leur niveau économique et élaborer un cadre d'échantillonnage pour planifier le travail de terrain.

Qu'entendons-nous par une « zone urbaine » ? Les caractéristiques de l'économie urbaine varient en fonction de la taille et l'emplacement de la ville, cependant, ce que l'on cherche en HEA est d'analyser les moyens d'existence de la majorité des ménages qui vivent à l'intérieur des limites administratives de la ville en question. Par définition, les zones urbaines sont des zones bâties, avec une densité de population élevée et dont la majorité des ménages n'a pas un accès direct aux sources de nourriture et de revenu liées à l'agriculture, à l'élevage ou à l'exploitation d'autres ressources naturelles. Il est possible que dans certaines villes les exploitations agricoles ou de bétail jouent un rôle important dans l'économie des citadins ; ceci est souvent le cas dans les zones périurbaines. A Bamako, bien que l'existence des jardins potagers, de l'élevage de petits ruminants et des marchés de bétail sont visibles dans le centre-ville, ce n'est qu'une minorité de ménages pour lesquels le secteur primaire est une source de revenu importante. Ces ménages se trouvent aux limites de la ville avec le cercle de Kati – voir la Carte 1 ci-dessous. La zone de moyens d'existence urbaine, par contre, est composée par des ménages dont leurs sources de nourriture reposent entièrement sur le marché et les sources de revenu dépendent de la vente de leur main d'œuvre et/ou le commerce (l'achat et la revente des biens ou la vente de services).

Ainsi, dans l'élaboration de la carte de zonage, il est d'abord nécessaire de comprendre les différences dans les caractéristiques des moyens d'existence observées entre les différentes zones d'une ville, par exemple : les quartiers riverains, les zones industrielles, les zones de jardins potagers, les quartiers les plus récents, la ceinture verte etc. Lorsqu'il existe des distinctions importantes entre les moyens d'existence de ces zones, il pourrait être nécessaire de les traiter comme zones séparées, suivant la même démarche que pour une enquête rurale. Il est aussi nécessaire de diviser la zone urbaine en différentes zones selon le niveau économique, afin de pouvoir sélectionner les sites à visiter.

Le district de Bamako est divisé en 6 communes et 66 quartiers. Le district de Bamako peut être considéré urbain dans son immense majorité. Une grande partie des parcelles auparavant réservées à l'agriculture et au pâturage sont devenues des parcelles résidentielles et des quartiers spontanés et des bidonvilles périphériques sont en train de devenir des zones aménagées à travers des différents projets d'urbanisme.

L'atelier de zonage a dégagé une subdivision de la ville très détaillée. Les participants ont classé les différents quartiers d'abord sur la définition urbain/périurbain en fonction de l'existence des exploitations agricoles et de bétail parmi les moyens d'existence des ménages de certains quartiers. Après avoir établie la limite de la zone urbaine, un classement économique des quartiers (entre pauvre/moyen et nanti) a été réalisé afin de définir la zone de collecte de données. Cette catégorisation a eu comme base un ensemble de données croisées : le prix des loyers, les revenus moyens des habitants et le niveau d'accès aux infrastructures de base. Le résultat de l'exercice de zonage a été le suivant :

1. Zone périurbaine ou semi-rurale – zone à cheval entre les zones rurales à l’extérieur du District de Bamako et la zone urbaine.
2. Zone urbaine à revenus supérieurs à la moyenne (appelée « sous-zone urbaine supérieure »)
3. Zone urbaine - sous-zone urbaine intermédiaire
4. Zone urbaine - sous-zone urbaine inférieure

Le tableau 1 présente les principales caractéristiques des zones et la division des quartiers par zone.

Tableau 1. Zones de moyens d'existence du District de Bamako

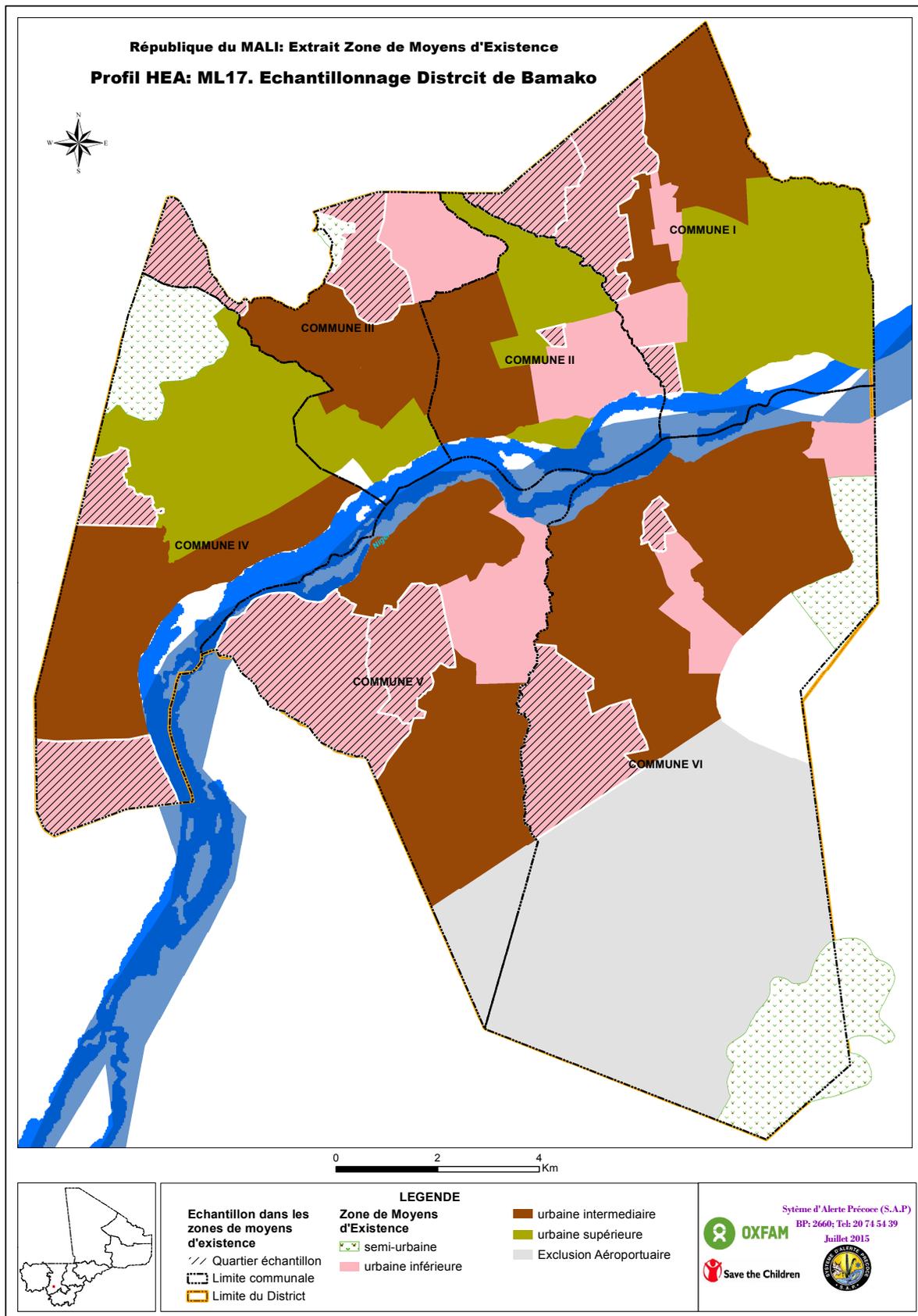
	Caractéristiques	Quartiers	
Périurbaine	Des quartiers généralement situés à la limite des communes ou le long des cours d’eau. Les populations pratiquent le maraîchage et la production de cultures pluviales. Le potentiel agricole est élevé en raison de l’accès plus facile à l’eau et la disponibilité des terres arables. Pour les ménages de la zone, la main d’œuvre agricole et non-agricole constitue une source importante de revenu qui complète ce qui est tiré de la production agricole. L’accès aux services de base est limité et le risque d’inondation pendant la saison pluvieuse est élevé.	Diagoni Koulouniko Lassa Sanankoro-farako Sénou Sirakoro Dounfing Sokonafing Yirimadio	
Urbaine – supérieure	Des quartiers résidentiels, généralement dispersés dans les communes. La densité de population est moins élevée et le niveau d’infrastructures et aménagements est plus élevé que dans le reste de la ville. Il y a une concentration de hauts cadres, de grands commerçants et de diplomates.	Boukassoumbougou Djélibougou Hamdallaye Hippodrome Lafiabougou Quartier du Fleuve Quinzambougou Sema I Sotuba	
Urbaine- intermédiaire	Des quartiers situés au centre des communes abritant les centres commerciaux et les principales infrastructures économiques. Le coût élevé de la location se traduit par une concentration de fonctionnaires et de grands commerçants. C’est une zone qui offre beaucoup d’opportunités de travail occasionnel, tant pour les résidents que pour les habitants des quartiers plus éloignés.	Badalabougou Badialan I, II, III Bagadadji Bamako-Coura Bamako-Coura-Bolibana Bozola Centre commercial Darsalam Djikoroni Para Doumazana Dravela Dravela Bolibana Faladié Kalaban-coura	Kodabougou Korofina Nord Magnambougou Médina Coura Missira Niaréla Niomirambougou Ntomikorobougou Ouolofobougou Ouolofobougou Bolibana Quartier Mali Sébéninkoro Torokorobougou
Urbaine – inférieure	Des quartiers populaires où les conditions de l’habitat et d’hygiène et assainissement sont plus précaires. Le niveau d’infrastructures est faible. Ces quartiers se situent vers l’extérieur des communes et sont souvent limités par la périphérie de la ville. Cependant, les ménages n’ont pas d’accès à la terre et leurs moyens d’existence reposent entièrement sur la vente de main d’œuvre et le commerce. Une grande partie des ménages sont propriétaires de leurs habitats, le reste paye des loyers relativement peu élevés.	Baco Djikoroni Bakaribougou Banankabougou Banconi Bougouba Daoudabougou Dianéguéla Fadjiguila Garantiguibougou Kalabanougou Konebougou Korofina sud	Koulouba Missabougou Niamakoro Point G Sabalibougou Samé Sibiribougou Sikoro Sokorodji Taliko TSF Zone Industrielle

Source : atelier de zonage des moyens d'existence à Bamako (Août 2015)

Une seule zone fait objet de l’analyse, la sous-zone urbaine inférieure, celle qui comprend les quartiers les plus pauvres ou vulnérables. Ainsi, les informations présentées dans ce profil ne caractérisent pas la totalité de la ville mais les quartiers qui se trouvent à l’intérieur de la zone sélectionnée. Au total 12 quartiers ont été choisis

pour l'échantillonnage. Ce sont des quartiers représentatifs des moyens d'existence de la sous-zone urbaine inférieure, selon la description ci-dessus.

Carte 1. Zones de moyens d'existence du district de Bamako



Source : atelier de zonage des moyens d'existence à Bamako (Août 2015)

IV. Profil urbain

1. Description de la zone

La ville de Bamako, dont le nom aurait pour définition « le marigot de caïmans », est la capitale administrative, politique et économique du Mali depuis son indépendance. Elle a été fondée par les Niarés sur la rive gauche du fleuve Niger à la fin du XVI^{ème} siècle. La construction de la liaison ferroviaire avec Dakar et la politique administrative et commerciale coloniale transforme peu à peu Bamako, qui devient la principale ville du Soudan français. Depuis sa constitution en 1960 en capitale du Mali indépendant, Bamako s'est développée rapidement de part et d'autre du fleuve. La ville continue d'avoir un des taux de croissance les plus élevés d'Afrique, 5,8 pour cent annuel selon la Banque Mondiale¹. Limitée par des collines au nord-ouest, l'expansion de la ville est plus visible vers le sud, notamment dans des communes IV, V et VI. Le district de Bamako comptait 1.810.366 habitants selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2009, est estimée à 2 157 000 habitants en 2015 (source Direction Nationale de la Population).

La population de souche de Bamako est constituée de Bambaras, de Sarakolés, de Maures et de Bozos, cependant, le Bamako d'aujourd'hui est très cosmopolite. Les ethnies du nord et du sud du pays se retrouvent dans la ville ainsi que des étrangers. La population est en majorité musulmane. La langue officielle est le français et parmi les nombreuses langues vernaculaires, le bambara est la plus parlée.

Les différences entre les quartiers à l'intérieur de la ville sont très marquées. Les quartiers administratifs et résidentiels comptent des grands boulevards et des grands bâtiments de l'époque coloniale et modernes. Les routes sont bitumées et en très bon état et le niveau de salubrité est élevé. Les zones commerciales sont plus densément bâties et le niveau d'activité est plus élevé et les infrastructures sont bonnes. Cependant, les conditions dans les quartiers populaires de la sous-zone objet de l'étude sont beaucoup plus basiques. Le niveau de prestation de services est notablement plus pauvre que dans le reste de la ville. Seules, les voies principales sont bitumées, les autres sont des rues de terre et de sable en mauvais état. La majorité des constructions sont en banco ou en ciment et de petite taille et il y a des nombreux dépotoirs sauvages.

2. L'accès aux services de base

Accès à l'électricité : Energie du Mali (EDM) est la société chargée de la production, du transport et de la distribution de l'énergie dans la ville (et dans le pays). Elle possède une agence paraétatique plus particulièrement consacrée à la production d'électricité, nommée Électricité du Mali. La majorité des quartiers sont branchés au réseau électrique. Certains ménages ont des compteurs EDM et fournissent à leurs voisins à travers de sous-compteurs ou leur vendent l'électricité par ampoule (environ 500 FCFA/ mois). Les ménages plus pauvres utilisent souvent des lampes torches. Par ailleurs, les fréquentes coupures rendent indispensables les lampes à piles ou électrique rechargeable et les bougies dans tous les ménages. Le niveau de consommation dépend d'abord du niveau économique du ménage et de la saison, car la demande d'électricité augmente pendant les mois les plus chauds.

Accès à l'eau : La Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable (SOMAPEP) est chargée de la réalisation d'infrastructures d'eau potable en milieu urbain et du contrôle de la qualité du service public de l'eau potable. La Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP) s'occupe par la suite de l'exploitation technique et commerciale du service public de l'eau. La population de Bamako utilise plusieurs sources d'eau : des forages et des bornes fontaines, des puits de surface privés et du branchement privé (robinets). Les forages et les bornes fontaines bien qu'ayant été installées par la SOMAPEP ont une gestion privée. La SOMAGEP octroie des licences pour l'approvisionnement d'eau et des acteurs privés gèrent la vente d'eau en détail par sceaux et par bidons (10-25 FCFA par bidon de 25 litres). Certains ménages ont fait construire des puits à l'intérieur de leurs concessions et accèdent ainsi librement aux eaux souterraines. Une minorité des logements sont branchées au réseau et bénéficient d'un robinet dans leur cour ou à l'intérieur de la maison. L'approvisionnement direct des eaux du fleuve n'a pas été répertorié dans les enquêtes.

Hygiène et assainissement : En matière d'hygiène du ménage, la majorité des logements ont des latrines traditionnelles dans leurs cours. Elles sont vidangées une fois pleines par des camions citernes ou par des individus videurs des fosses latrines. La gestion de l'assainissement de la ville de Bamako a été confiée à une

¹ World Bank - http://www.worldbank.org/afr/wps/wp104_french.pdf (consulté le 15/08/2015)

entreprise privée, la société marocaine groupe Ozone, dans le cadre d'un partenariat public-privé. Elle a la charge de collecter et d'évacuer les déchets produits par les ménages. Leurs employés sont souvent présents sur les grands axes de la ville. Cependant, la collecte des ordures dans les quartiers populaires est principalement gérée par les groupements d'intérêt économique (GIE) sous la concertation des mairies. Les GIE recueillent des cotisations mensuelles auprès des ménages (1.500 à 2.000 FCFA/ménage) pour couvrir les coûts du service. Le réseau est très répandu mais il n'est pas très efficace car les collectes ne sont pas très fréquentes et la gestion finale des déchets est insuffisante. Il existe nombreux dépotoirs informels dans les quartiers.

En outre, lors des pluies torrentiels nombreux habitants de la ville profitent de l'occasion pour se débarrasser des tas d'ordures dans leurs concessions qui souvent se trouvent déversées sur les voies principales et dans les caniveaux, ce qui augmente le risque d'inondations localisées. L'évacuation des eaux de pluies se fait à travers le réseau de caniveaux à ciel ouvert et les marigots.

Santé : Les ménages utilisent principalement le service de santé publique : des Centres de Santé Communautaires (CSCOM), des hôpitaux et des maternités. La consultation coûte entre 500 et 1.000 FCFA dans les centres de santé publique, tandis que les consultations dans le service privé sont au moins deux fois plus chères. Une faible partie de la population est couverte par un système de mutuelle cotisée mensuellement qui donne des réductions du prix des soins de santé. La médecine traditionnelle (feuilles, écorces et racines) et l'approvisionnement chez des pharmacies ambulantes, constituent souvent le premier recours des populations pour les soins de santé.

Education : L'enseignement fondamental formel est composé de différentes catégories d'établissements : les écoles publiques, les écoles communautaires et les écoles privées laïques, catholiques et islamiques (médersas). Les écoles communautaires, très répandues dans la zone, sont financées largement par les communautés pour faire face à l'insuffisance d'offre publique d'éducation. Ces établissements se gèrent sur le principe des coopératives, ils sont créés par la communauté du quartier et bénéficient d'un appui étatique ; normalement les parents d'élèves se chargent de la gestion et les enseignants sont payés par l'Etat. Les écoles publiques traditionnelles (primaires et secondaires) sont essentiellement financées par l'Etat mais bénéficient aussi des contributions des parents d'élèves de 1.500 FCFA par élève/par an, auxquelles s'ajoutent les dépenses en fournitures (bien que certains élèves reçoivent des fournitures offertes par l'Etat). En plus, au début de la vie scolaire de chaque enfant, les inscriptions s'élèvent à 7.500 FCFA par élève dans les écoles publiques. Les frais scolaires dans l'enseignement privé sont plus élevés, même s'il existe un grand éventail d'établissements en fonction des disponibilités budgétaires des parents. L'éducation non formelle concerne principalement les Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF) et les Centres d'Education pour le Développement (CED). Enfin, l'enseignement supérieur compte nombreuses facultés (auparavant regroupées sous l'Université de Bamako) ainsi que des grandes écoles.

Transport : Le transport urbain est assuré par les taxis privés et le large réseau de la SOTRAMA (Société de Transport du Mali), des bus de couleur verte opérés par des propriétaires privés mais sous le contrôle du syndicat des entreprises de transport. Des compagnies de bus privés relient aussi la capitale avec les chefs-lieux des régions du Mali et l'étranger. La ligne de chemin de fer Dakar-Niger relie le Sénégal, et notamment le port de Dakar, et le Mali. La navigation sur le fleuve Niger, de Bamako à Kouroussa (Guinée) est possible de fin juillet à mi-novembre pendant la période des crues. Bamako possède également un aéroport international. La majorité des habitants de la sous-zone inférieure utilise les bus Sotrama pour se déplacer en ville. Une minorité a des vélos et une proportion non négligeable a des motos. Les voitures sont réservées aux ménages plus nantis.

3. Les marchés

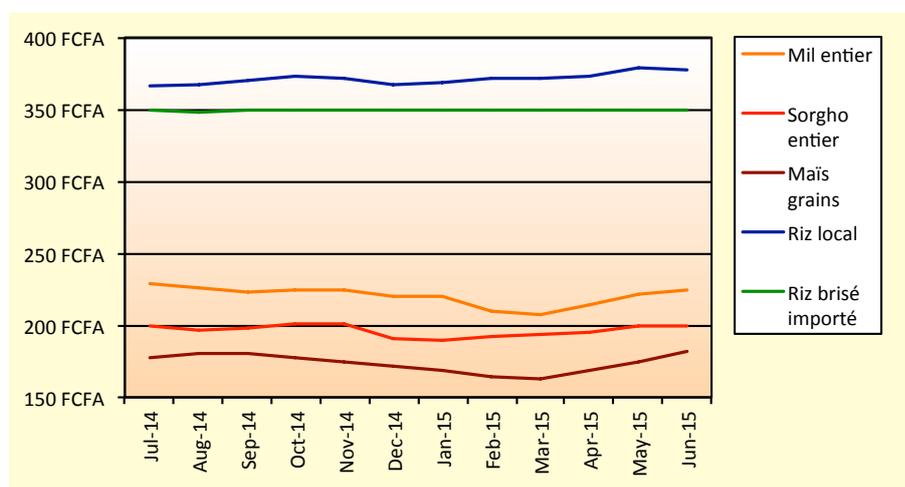
Les 4 principaux marchés de la ville sont le marché de Médina Coura, le grand marché (Dabanani, Dibida et le marché Rose), les halls de Bamako et le marché de N'golonina. Ces marchés sont à la fois des marchés en gros et en détail et offrent un large éventail de produits alimentaires et non-alimentaires. Ils fonctionnent 7 jours sur 7 bien que les dimanches, l'affluence dans ces marchés soit faible. Les incendies deviennent de plus en plus fréquents dans les marchés de la capitale, car le niveau de sécurité des aménagements électriques est insuffisant. Presque dans tous les quartiers se trouve un marché de détaillants d'articles divers, de céréales et de condiments - lieu d'approvisionnement journalier de la grande majorité des ménages des quartiers interviewés.

Des marchés de bétail s'ajoutent aux sites commerciaux de Bamako, dont 4 au cœur de la ville. Le principal est le marché Sans-Fil qui se trouve autour de l'abattoir central, les autres marchés de bétail sont situés dans les quartiers de Djikoroni, Djelibougou et Faladjie. Ceux derniers se sont créés suivant l'extension urbaine pour répondre à la demande locale en viande et en lait. Il y a également 3 sites périurbains (Daral, Niamana et Moribabougou).

En ce qui concerne le marché de travail occasionnel ou informel, les opportunités de travail se trouvent surtout en ville, dans les grands marchés et dans d'autres centres commerciaux, et aussi dans les sites de construction éparpillées dans la ville.

La production malienne de céréales sèches (mil, maïs, sorgho), la base de l'alimentation des populations, excède les besoins alimentaires du pays. Cependant, parmi la population urbaine de Bamako le riz a remplacé les céréales sèches comme la principale denrée de base, notamment en raison de la facilité d'approvisionnement et de préparation. C'est le riz importé qui est le plus demandé car son prix est moins élevé, il est aussi plus stable tout au long de l'année (voir figure 1). Lors des mauvaises campagnes agricoles dans les zones de production, la demande de riz importé augmente, car c'est la seule denrée de base à l'abri des variations de prix. La figure 1 montre les prix moyens sur 12 marchés de la ville pour les principales denrées de base pendant l'année de référence.

Figure 1. Prix moyens aux consommateurs pendant l'année de référence



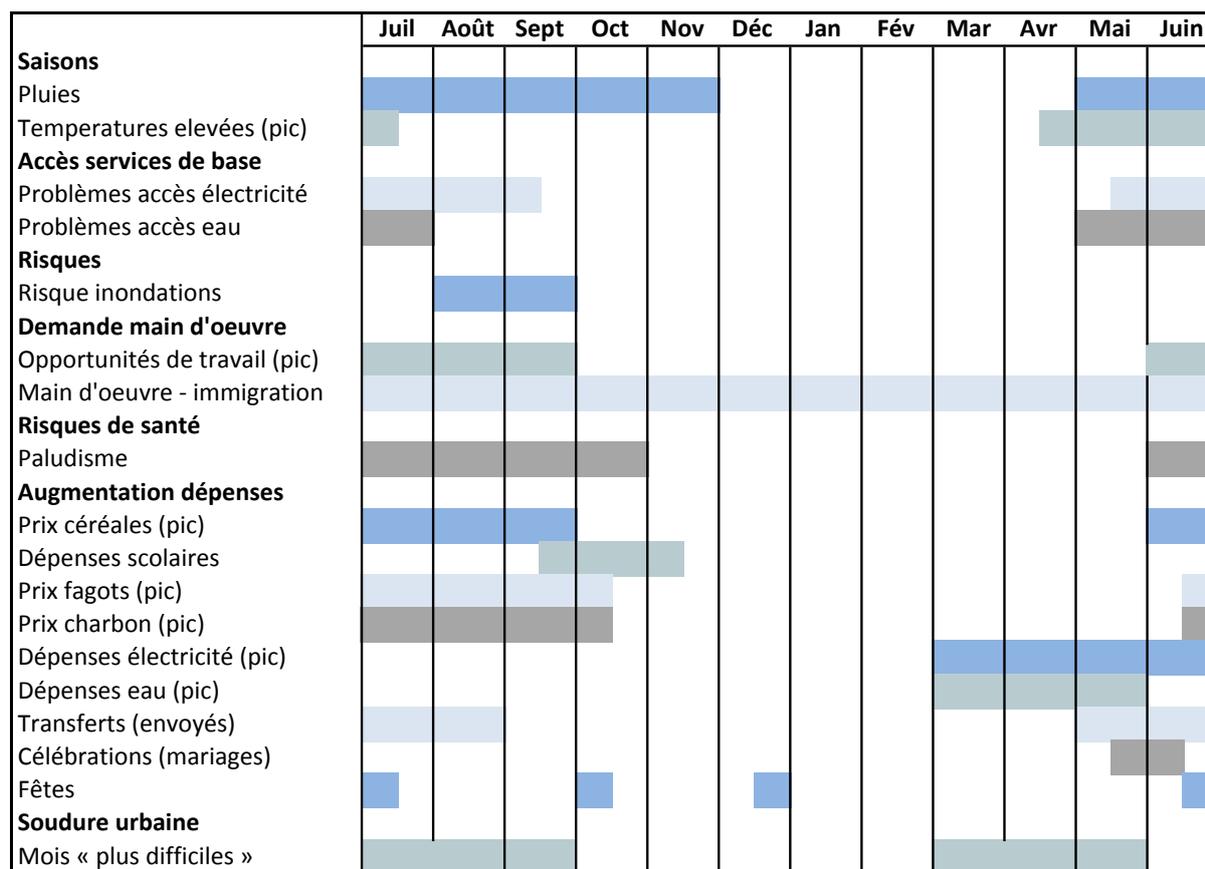
Source: Observatoire du Marché Agricole (OMA) Mali

4. Calendrier saisonnier

Les variations saisonnières en ville ne sont pas aussi significatives que dans les économies rurales, mais un calendrier saisonnier donne néanmoins des informations importantes sur les moyens d'existence en milieu urbain. Le calendrier ci-dessous est défini suivant l'année de référence: juillet 2014 - juin 2015.

Bien que les saisons ne déterminent pas les moyens d'existence des Bamakois, comme c'est le cas dans les zones agricoles, la saison de pluies et la saison chaude ont un impact sur la vie en ville. Les mois de forte chaleur (mars, avril, mai) font augmenter la demande d'électricité pour les ménages ayant des appareils électriques (réfrigérateurs, ventilateurs, climatiseurs) et du coût leur dépense mais causent aussi de nombreuses coupures d'électricité à ce moment de l'année. C'est aussi le moment où la demande en eau est plus élevée, non seulement en raison de la chaleur mais aussi parce que certains puits moins profonds s'assèchent, ce qui oblige les consommateurs à acheter l'eau auprès des fontaines pendant ces mois. Lors de la saison de pluie le risque d'inondations augmente, notamment entre août et septembre, période de pluies torrentielles. C'est pendant la saison de pluies que la demande de main d'œuvre dans les chantiers de construction augmente, car l'arrivée de la pluie réduit la nécessité d'arroser le ciment ce qui facilite les tâches de construction. Il y a aussi une forte demande de sable, qui est ramassée dans les ruisseaux et vendu aux constructeurs. Les mois de pluie voient aussi une augmentation des cas de paludisme.

Figure 2. Calendrier saisonnier pour la ville de Bamako



Source : Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

La période de soudure au niveau national (de juin à fin octobre) l'est aussi dans la capitale. Le prix des denrées de base, du charbon et du bois de chauffe augmentent car leur disponibilité sur le marché baisse. C'est à ce moment que les obligations familiales sont plus marquées sous forme des envois d'argent, de la nourriture ou des produits de première nécessité aux villages nats. Les envois d'argent peuvent continuer le reste de l'année en fonction des besoins de chaque famille et notamment lors des grandes célébrations (par exemple pour la préparation des cérémonies de mariage) et les principales fêtes de l'année (Eïd-al-Fitr, Tabaski et le Nouvel An).

Le degré d'autosuffisance national en céréales sèches offre une certaine sécurité alimentaire aux ménages urbains. Normalement les prix augmentent à partir de juin/juillet et commencent à descendre avec les nouvelles récoltes, entre octobre et novembre. Les tubercules et le niébé sont les produits dont le prix varie le plus ; on observe un doublement de prix entre le pic des récoltes et la fin de la saison, principalement en raison de la difficulté de conservation et de stockage. Par contre, les prix des céréales varient d'environ 10 pour cent. Le mois de Ramadan a également un impact sur les prix des aliments, ce qui a fait perdre la période de prix élevées ces dernières années lorsque le mois de Ramadan tombe juste avant la soudure.

5. Historique

L'information présentée dans le tableau 2 fournit le contexte de l'année de référence choisie pour l'évaluation ; le classement des 5 dernières années selon la stabilité des moyens d'existence locaux et par conséquent, selon le degré de sécurité alimentaire à Bamako. En dehors de l'année 2012, année du coup d'Etat militaire et le début de la transition, les 5 dernières années ont été suffisamment stables au niveau politique pour assurer le bon fonctionnement de l'économie de la ville. En dehors des difficultés personnelles au niveau des ménages particuliers, le niveau global de sécurité alimentaire de la ville était normale, uniquement affecté par des inondations localisées en 2012 et les effets de la crise au nord qui fait augmenter le nombre de personnes qui arrivent dans la capitale.

Tableau 2. Historique pour la ville de Bamako

Année	Performance (1 à 5)	Evènements déterminants
2015 (jusqu'en août)	3	- Dégradation de la sécurité dans la ville, augmentation de braquages - Année stable pour l'économie locale
2014	3	- Impact de la crise de l'Ébola ressentie sur le marché (augmentation de la demande de produits d'hygiène, baisse du nombre des acheteurs étrangers qui se déplacent à Bamako)
2013	3 à 3.5	- Inondations localisées dans le quartier de Banconi (août) - Déplacements en raison de la crise au nord vers la capitale
2012	2 à 3	- Mauvaise campagne agricole 2011-2012, entraîne un déplacement de la population rurale et une augmentation des prix des denrées - Coup d'Etat (mars) et période de transition – réduction du budget de l'état et des opportunités d'emploi (ex. projets et carrières suspendus), réduction des revenus, insécurité. - Déplacements en raison de la crise au nord vers la capitale
2011	3	- Année stable pour l'économie locale

Source : Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

Les années sont classées les unes par rapport aux autres selon l'échelle suivante :

5 = excellente année pour la sécurité alimentaire des ménages (par ex. prix faibles, bons salaires, etc.)

4 = bonne année ou année supérieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages

3 = année moyenne du point de vue de la sécurité alimentaire

2 = année inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages

1 = mauvaise année pour la sécurité alimentaire des ménages (par ex. prix élevés, bas salaires, etc.)

6. Catégorisation socioéconomique

Le découpage socioéconomique de la population de la zone a été effectué avec la communauté elle-même. Des entretiens ont été menés avec les dirigeants de la communauté, des chefs de quartier et des leaders d'opinion (souvent des anciens résidents du quartier), dans chacune des sites visités. Le tableau 3 présente les caractéristiques typiques de chaque groupe de richesse, selon les définitions octroyées par la communauté.

Tableau 3. Caractéristiques des groupes socioéconomiques de la sous-zone inférieure de Bamako

Caractéristiques des groupes socioéconomiques								
Groupe	% de ménages par catégorie	Taille du ménage (personnes prises en charge)	Revenus du ménage FCFA	Types d'AGR communes	Nombre d'actifs par ménage	Nombre d'enfants dans l'éducation	Biens productifs	Type de logement
TP		8 à 10	3.500-4.000 jour	Ouvriers non qualifiés (construction, transport, vidange latrines, coursiers, vigiles), petit commerce et tâches domestiques.	2 à 3	2 à 3	Téléphone	Habitat traditionnel en banco - majoritairement locataires (7.500 à 10.000/mois)
P		12 à 15	5.500-6.500 jour		4 à 5	4 à 5	Téléphone	Habitat traditionnel en banco - majoritairement locataires (10.000 à 20.000/mois).
M-		15 à 20	400.000-450.000 mois	Petit commerce, fonctionnaires, (niveaux D-B2), ouvriers qualifiés et non-qualifiés, métiers spécialisés (électriciens, soudeurs, réparateurs)	4 à 5	6 à 7	Vélo, moto, frigo	Habitat traditionnel en banco ou moderne - majoritairement propriétaires.
M+		20 à 30*	600.000-1.000.000 mois	Fonctionnaires (niveaux A-B), commerçants, ouvriers qualifiés.	3 à 4	8 à 9	Vélo, véhicule, moto, foncier	Habitat moderne - propriétaires
A		20 à 30* (voire plus)	> 1.000.000 mois	Grands commerçants (grossistes/export/grandes boutiques), haut fonctionnaires (niveaux A-B) et entrepreneurs.	3 à 4	-	Vélo, véhicule, moto, foncier, foncier agricole, bétail	Habitat moderne - propriétaires

* varie en fonction du groupe ethnique

Source : Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

Le plus souvent les discussions autour de la division de la population par classe socioéconomique ont principalement tourné vers le type d'activité mené par l'homme chef de ménage. Les ménages Pauvres (P) et Très Pauvres (TP) sont composés de travailleurs journaliers non-qualifiés qui travaillent dans une variété de domaines, toujours sous des conditions très précaires. Une semaine ils peuvent travailler dans les chantiers de construction, la semaine suivante ils peuvent transporter des marchandises entre les grossistes et les détaillants ou réaliser des tâches variées pour les propriétaires des boutiques. Quasi obligatoirement la femme d'un ménage TP et P travaille aussi. S'il s'agit d'un ménage polygame (plus fréquents parmi les P que parmi les TP) les femmes s'occupent du ménage au tour de rôle, ce qui leur donne du temps pour prendre part aux activités économiques. Le plus souvent les femmes s'adonnent au petit commerce dans le centre-ville ou localement dans leurs quartiers ou elles font la lessive et d'autres tâches ménagères pour les familles plus aisées du quartier. La majorité des ménages moyens et aisés font recours à des aides domestiques, soit à plein temps ou pour certaines tâches spécifiques, ce qui veut dire que la demande est assez élevée. Chez les ménages TP l'enfant aîné travaille aussi, soit de façon indépendante ou en accompagnant un des adultes. La participation des enfants au budget familial est moins évidente chez les P, sauf pour les enfants qui ont déjà quitté l'école. Les ménages TP et P représentent 55 pour cent des ménages de la sous-zone urbaine inférieure.

C'est seulement à partir du groupe des Moyens Inférieurs (M) que l'on trouve considérablement plus de travailleurs qualifiés ; de la main d'œuvre avec un savoir-faire spécifique, souvent dans le domaine de la construction ou de l'automobile : électriciens, soudeurs, charpentiers, maçons, réparateurs de vélos, de motos ou de véhicules. La possession d'une connaissance technique spécifique leur apporte un revenu journalier plus élevé même si la stabilité et les conditions de leurs emplois ne sont pas beaucoup améliorées que pour les ouvriers non-qualifiés. Parmi cette couche on trouve aussi des fonctionnaires des niveaux D à B et de petits commerçants, propriétaires des kiosques ou des petites boutiques. Les femmes travaillent aussi, notamment dans le commerce et moins souvent dans la fonction publique ou dans le secteur privé, occupant des postes requérant un niveau de qualification peu élevée. Ce groupe représente environ 30 pour cent des ménages de la sous-zone étudiée.

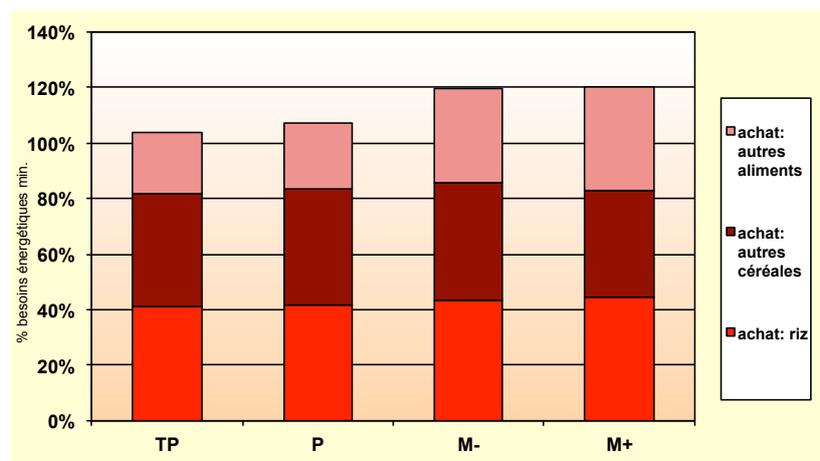
Lors des exercices de découpage socioéconomique, 7 sur 10 des quartiers enquêtés n'ont pas distingué un groupe de ménages plus aisés, possiblement car très minoritaire pour former un groupe à part entière. Il est aussi probable que dans ces quartiers les ménages qui réussissent à avoir un niveau de revenu suffisant auraient tendance à déménager dans un quartier mieux aménagé. Il ne faut pas oublier que l'analyse n'inclut pas tous les quartiers de la ville, il cible la zone inférieure. Alors, le groupe de ménages Moyens Supérieurs (M⁺) et Aisés (A) pourraient faire partie d'une même couche socioéconomique qui engloberait tous les ménages ayant des revenus stables, tirant un salaire de - au moins - 500.000 FCFA par mois. Ensemble ces deux catégories représenteraient à peu près 15 pour cent des ménages de la zone. Cette catégorie de ménages est composée des hauts cadres dans la fonction publique ou dans le privé et de grands commerçants ou des entrepreneurs.

En ce qui concerne la caractérisation du ménage, elle ne varie pas énormément parmi les groupes de richesse, c'est surtout le nombre de personnes par ménage qui augmente considérablement avec la richesse. Dans la grande majorité des ménages l'homme chef de ménage est le principal pourvoyeur de ressources. Normalement, un deuxième et un troisième homme adulte travaillent, sauf dans les ménages TP dans lesquels il n'y a souvent que deux adultes, l'homme et sa femme. Les femmes apportent également des revenus supplémentaires, même si la tenue de la maison est l'activité qui occupe une bonne partie de leur temps. A la taille du ménage il faut ajouter les enfants adultes du noyau familial qui tardent à quitter le domicile parental et des personnes (jeunes ou adultes) en général apparentées au chef de ménage ou à sa conjointe qui sont accueillies dans le ménage. Le nombre de dépendants (membres non actifs économiquement) est visiblement plus large chez les ménages aisés, dont la taille moyenne atteint les 25 personnes, y compris une deuxième ou une troisième femme et aussi des travailleurs non-apparentés hébergés chez le ménage.

Une particularité des grands ménages des groupes M⁺ et A est que les normes de participation au ménage varient en fonction de l'ethnie. La coutume des ethnies originaires du nord du pays (par exemple chez les sonrhäi) dicte que les fils mariés doivent quitter le domicile familial pour s'installer indépendamment. Cependant, chez les familles des ethnies du sud, il est plus commun de recevoir la jeune mariée et la future famille au sein du domicile parentale. C'est ainsi qu'on trouve que la taille de ménage varie en fonction de l'ethnie. Dans les grands ménages il existe une sorte d'organisation intra-ménage par laquelle le chef du ménage gère les finances de la grande famille et les autres hommes dans le ménage contribuent au budget alimentaire quand c'est le tour de leur femme de préparer le repas, mais la totalité des ressources économiques ne sont pas gérés conjointement.

7. Sources de nourriture

Figure 3. Sources de nourriture (juillet 2014 - juin 2015)



Source : Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

La figure 3 ci-contre présente les sources de nourriture des différents groupes socioéconomiques inclus dans l'analyse pour l'année de référence 2014/2015. L'unité de mesure est l'apport énergétique des aliments (mesuré en kilocalories) quantifié par rapport aux besoins énergétiques minimum par ménage par an.

Le marché est la seule source d'approvisionnement en nourriture pour les quatre groupes socioéconomiques

analysés. Autres sources telles que les paiements en nature, les dons en nature ou l'aide alimentaire, bien que de sources de nourriture qui soient ressorties dans certains des entretiens, ne sont pas typiques pour la majorité des ménages.

Les achats de riz représentent au moins 40 pour cent des besoins énergétiques de base, légèrement plus dans le groupe M⁺ composé des ménages qui n'ont pas besoin de rationner leurs achats de riz, la denrée de base la plus chère. Le riz est acheté tout au long de l'année. Dans la majorité c'est le riz importé brisé ou d'une qualité inférieure. Les ménages plus aisés peuvent se permettre de consommer du riz parfumé et d'autres variétés plus chères, ainsi que du riz local (plus cher que le riz importé). La rubrique « autres céréales » inclut le maïs, le mil et le sorgho dans toutes les variétés : local et importé, pilé et non-pilé. La quantité de céréale consommée augmente très légèrement entre le groupe TP et M⁻ car le budget familial permet d'acheter des rations journalières plus consistantes, et diminue légèrement chez les M⁺ car leur régime alimentaire de base devient plus diversifié ; la consommation des pâtes alimentaires et de tubercules augmente.

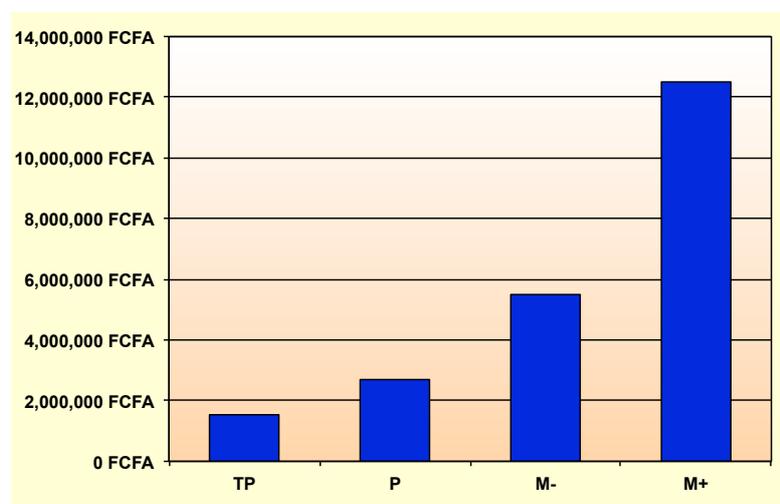
Il faut noter que la consommation des céréales sèches (mil, maïs, sorgho) varie en fonction de l'ethnie (par exemple les malinkés et les senoufos consomment davantage le maïs) et aussi de la période de l'année. Les trois céréales peuvent être utilisées pour la préparation du tô, du couscous et de la bouillie. Le maïs et le sorgho ont presque le même prix et si le prix de l'un augmente il est substitué par l'autre. Le mil, par contre, est une céréale plus chère que les deux premières et donc moins fréquente dans le régime alimentaire. Pour certains ménages le mil n'est acheté que pendant le Ramadan, mangé sous forme de bouillie traditionnellement pour couper le jeûne.

La rubrique « autres aliments » inclut des aliments à haute teneur calorifique typiques dans le régime alimentaire : niébé, pâte d'arachides, sucre, huile, lait en poudre, poisson sec/fumé, viande et plats préparés. Les plats préparés incluent les beignets, les galettes et les repas préparés, par exemple des plats de riz avec sauce. Les membres du ménage qui se déplacent en ville pour travailler déjeunent à l'extérieur du ménage presque tous les jours de la semaine. Les ménages pauvres achètent des repas très basiques pour un prix modique d'environ 200 FCFA, tandis que les ménages plus aisés peuvent acheter des plats plus complets et plus chers. Les beignets et galettes sont souvent achetés pour les enfants. Cette rubrique représente à peu près 5 pour cent des besoins énergétiques minimum pour les 4 groupes.

La cantine scolaire n'est pas disponible dans les écoles publiques de Bamako. Par contre, très souvent les enfants reçoivent une petite somme d'argent de poche de leurs parents pour acheter des beignets ou des produits similaires. En outre, l'année de référence n'a pas connu des distributions de vivres et la vente de céréales à prix modéré est très rare.

8. Niveau de revenus annuels

Figure 4. Revenus annuels par ménage (juillet 2014 - juin 2015)



Source : Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

Le niveau de revenu annuel marque la différence entre les groupes de richesse ; il est déterminé à la fois par le ratio entre les membres actifs du ménage et les membres dépendants et par le type d'activité réalisé et la fréquence. La majorité de résidents de la sous-zone inférieure de Bamako se procurent de l'argent à partir des activités économiques dans le secteur informel : le travail journalier, notamment la main d'œuvre non-qualifiée, et le petit commerce. La figure 4 présente le point médian du

revenu annuel des ménages pour chaque groupe socioéconomique selon les données collectées sur le terrain pour l'année de référence 2014/15. Les revenus moyens par personne pour chaque catégorie sont : TP 170.000, P 200.000, M⁻ 325.000 et M⁺ 500.000.

Les ménages TP comptent dans sa majorité avec deux adultes qui travaillent presque tous les jours de la semaine afin d'avoir suffisamment de revenu pour les « condiments » de la journée (les ingrédients pour le repas principal du jour). L'homme chef de ménage travaille comme ouvrier non-qualifié et la femme s'adonne au petit commerce d'une multitude de produits (nourriture préparée, savon, allumettes, fruits, petits articles ménagers, etc.). Normalement elles achètent leurs marchandises à crédit chez les grands boutiquiers de leur quartier ou dans le centre-ville et remboursement la somme empruntée avec leurs bénéfices. Souvent les enfants aînés travaillent aussi, ils font du commerce ambulancier, travaillent comme coursiers ou ils accompagnent leurs parents. Leurs revenus journaliers sont peu élevés (500-600 FCFA). Le revenu du ménage varie énormément de jour en jour en fonction du type de travail procuré par le chef du ménage et du volume de ventes.

Les ménages P sont plus larges et le ratio des dépendants aux membres actifs est inférieur. Entre 4 et 5 personnes travaillent, dont 2 au 3 sont des ouvriers non-qualifiés et le reste tire de gains modestes dans le commerce. L'existence d'un nombre de travailleurs plus élevé au sein du ménage leur apporte environ 75 pour cent plus de revenu que le groupe inférieur. Les ménages P sont souvent des ménages polygames. Les femmes travaillent aussi, à tour de rôle. Les types d'activités sont les mêmes que chez les TP.

Ce n'est qu'à partir du groupe M⁻ qu'on trouve des ouvriers qualifiés et des salariés. Le nombre de membres actifs par ménage est similaire que chez les P mais le revenu journalier tiré est plus élevé. Les ouvriers qualifiés peuvent gagner plus du double qu'un journalier non-qualifié (voir le tableau 4) et le travailleur salarié a la

Tableau 4. Types d'activités génératrices de revenu typiques

Types d'activités	Taux de rémunération/bénéfices typique (FCFA)
Main d'œuvre non-qualifiée	1250 – 2500/ jour
Main d'œuvre qualifiée	3000-5500/ jour
Lessive/ travail domestique	1000-1500/ jour ou 7500/ mois + logement/nourriture
Vigile	1500-3000/ jour ou 15000/ mois + logement/nourriture
Métier	3500-6000/ jour
Vendeur ambulancier	500-2000/ jour
Kiosque	1500-2500/ jour
Boutiquier	5000-15000/ jour
Récupérateurs	250/kg – environ 4000 /semaine
Fonctionnaire C-D	30000 à 75000/mois
Fonctionnaire B1, B2	80000 à 200000/mois
Fonctionnaire A	110000 à 400000 et +/-mois

Source : Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

stabilité d'un salaire mensuel, ce qui leur permet d'avoir une meilleure gestion financière et de vivre dans des meilleures conditions. Chez les M⁺ le nombre d'actifs diminue ; 2 ou 3 personnes rapportent suffisamment de revenus pour maintenir la grande famille. La majorité des M⁺ sont des haut cadres dans la fonction publique ou dans le secteur privé ou des grands commerçants, propriétaires des boutiques, des grossistes ou engagés dans l'import-export de marchandises. Les femmes participent aux activités de commerce ou elles travaillent dans le secteur privé et public.

Les opportunités de travail sont recherchées à travers les réseaux de contacts comme les amis, la famille, les connaissances et les anciens employeurs. Les ouvriers se déplacent au centre ville dans les quartiers commerciaux où la demande de main d'œuvre journalière est plus forte et dans les différents sites de construction éparpillés dans les quartiers. Les femmes commerçantes se déplacent jusqu'aux fournisseurs dans les grands marchés au moins une fois par semaine, pour après vendre leurs marchandises dans leurs quartiers. C'est ainsi que les dépenses dans le transport sont importantes.

Les transferts ne sont pas une source commune de revenus ; ils représentent en fait un poste de dépenses. La plupart des habitants de Bamako ont des familles qui résident dans les zones rurales du Mali. Par conséquent, les envois d'argent sont relativement communs parmi les classes moyennes, notamment en période de soudure, pendant le Ramadan et les fêtes religieuses et lors de la préparation des cérémonies importantes telles que les mariages. Les dons communautaires (de la part des voisins et des connaissances) soulagent le budget annuel des ménages TP et P. Bien qu'il était difficile d'estimer leur valeur car la fréquence et le montant varie en fonction de la situation personnelle de chaque ménage, la moyenne se situe aux alentours de 50.000 FCFA par an en donations en espèces.

Finalement, le crédit a aussi une place importante dans l'économie urbaine, en particulier compte tenu de la nature erratique des revenus de la plupart des ménages. Les condiments de la journée sont souvent obtenus à crédit auprès de vendeurs de nourriture, tandis que des prêts plus importants peuvent être demandés aux voisins, aux parents ou auprès des ménages aisés. Normalement, les prêts informels ne sont pas associés à un taux d'intérêt. Les tontines financières existent aussi, formés par des groupes de femmes ou des hommes, mais rarement mixtes.

9. Postes de dépenses

Figure 5. Postes de dépenses - valeurs totaux

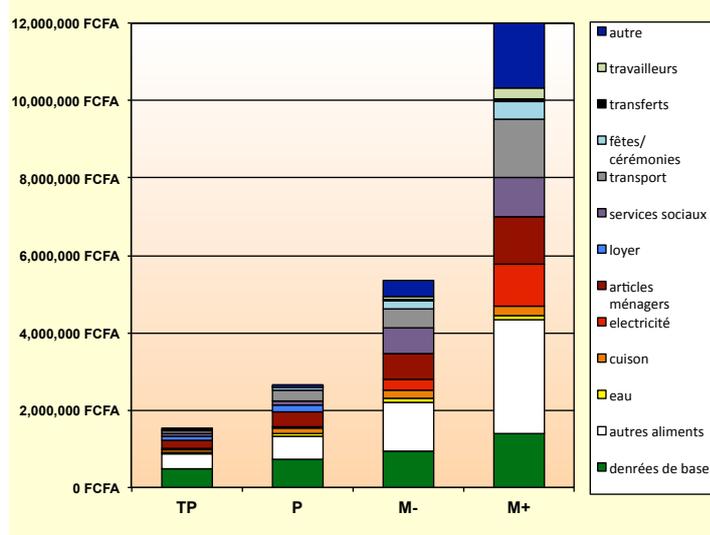
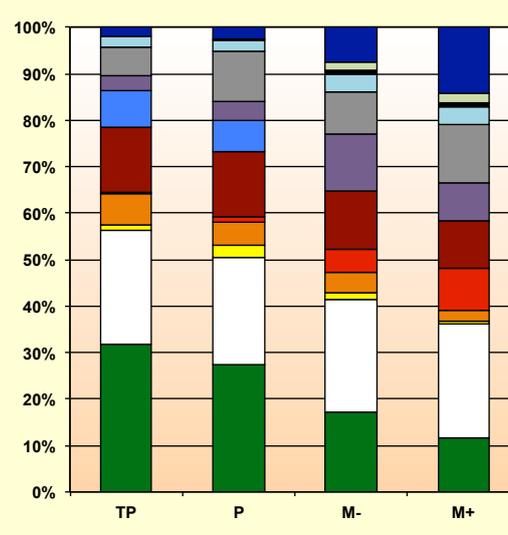


Figure 6. Postes de dépenses - valeurs relatifs



Source : Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

L'approvisionnement en nourriture est le poste de dépenses le plus important pour tous les groupes socioéconomiques. L'alimentation du ménage absorbe plus de 55 pour cent des revenus annuels des TP et la moitié du budget annuel des P (voir figure 6). Le poids de ce poste de dépenses descend graduellement

jusqu'au 36 pour cent du revenu annuel chez les M+. C'est surtout la dépense en céréales en valeur absolue qui devient relativement moins importante chez les ménages TP et P (voir figure 5). Cependant, en termes absolus la somme d'argent consacrée à l'alimentation est plus large parmi les groupes les plus aisés, non seulement car la taille de ménage est beaucoup plus large, mais aussi parce que leur régime alimentaire est plus riche et diversifié. Les ménages TP et P dépensent généralement autour de 90.000 à 100.000 FCFA sur les denrées alimentaires par personne par an, alors que chez les M⁻ et les M⁺ environ 130.000 à 175.000 FCFA par personne par an sont consacrés aux dépenses alimentaires.

Les dépenses en « articles ménagers » englobent un nombre de dépenses fréquentes : le thé, les condiments, les ustensiles, les produits d'hygiène, ainsi que la contribution pour la collecte des ordures, ce qui alourdit le poids de ce poste – deuxième en importance chez les TP et P. Les dépenses en eau et en éclairage/électricité sont faibles chez ces deux groupes car la consommation reste minimale. Par contre, l'achat de combustible pour la cuisson (du charbon et du bois de chauffe), le loyer et le transport ensemble absorbent 20 pour cent du budget annuel des TP et 25 pour cent chez les P. Chez les M⁻ et M⁺, en dehors de la nourriture, les dépenses sont plus équilibrées entre les différents postes de dépenses ce qui montre une plus large flexibilité dans l'allocation du budget familial.

Finalement, la série « autres » compte une variété de dépenses avec différents niveaux d'importance: l'achat de cola et de tabac, les contributions religieuses, les dépenses liées aux fêtes et l'épargne. Ce poste est largement supérieur chez les ménages M⁻ et M⁺ ce qui montre aussi le plus large surplus dans leur budget annuel.

Afin de comptabiliser le revenu minimum nécessaire pour survivre à Bamako, le tableau numéro 5 énumère la composition des paniers de survie et de protection de moyens d'existence, deux unités de mesure de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence utilisés dans les modélisations du cadre d'analyse HEA (les *Outcome Analysis*). La quantification des paniers se fait sur la base des données pour l'année de référence et la répartition des dépenses entre les deux paniers.

Le panier de survie comprend le revenu total nécessaire pour couvrir:

- i. 100% du minimum des besoins en aliments énergétiques (sur la base de 2100 kcal par personne par jour) ;
- ii. les coûts liés à la préparation et la consommation des aliments (combustible, savon, sel, etc.) ; et
- iii. les dépenses d'eau destinée à la consommation du ménage

Le panier de protection des moyens d'existence représente le revenu total nécessaire pour soutenir le mode de vie local, c'est à dire, il inclut les dépenses annuelles pour:

- i. garantir une survie de base (le panier de survie) ;
- ii. maintenir l'accès aux services sociaux de base (soins médicaux habituels et frais de scolarisation) ;
- iii. préserver l'existence dans le moyen à long terme (par exemple les dépenses de transport pour aller au marché) ; et
- iv. garder un niveau de vie localement acceptable (dépenses en thé, contributions religieuses, collecte d'ordures, etc.)

Tableau 5. Paniers de survie et de protection des moyens d'existence (PME)

	TP	P	M-	M+
Panier de survie				
Denrées de base	408697	590340	771983	1135269
Eau	21900	73000	91250	94200
Hygiène	63831	92200	120569	177308
Combustible (cuisson)	90969	131400	171831	252692
Condiments + meulage	101042	145950	190858	280673
Total	686439	1032890	1346491	1940142

Panier de PME				
Panier de survie	686439	1032890	1346491	1940142
Autres aliments	156418	225938	295457	434495
Loyer	124615	180000	0	0
Electricité	32400	46800	61200	90000
Collecte ordures	16615	24000	31385	46154
Taxes/impôts	3000	15000	36500	36500
Transport	93600	280800	363750	975000
Dépenses scolaires	29400	78000	544600	882000
Santé	24000	30000	105000	125000
Autres (transferts, intérêt crédit, fêtes, dons, employés, etc.)	18000	32000	290900	1182500
Total	1184488	1945427	3075282	5711791

Source: Données primaires - analyse HEA Bamako (juillet 2015)

10. Aléas et stratégies d'adaptation

Les trois principaux aléas énumérés par les personnes interviewés sont:

- La perte de la principale source de revenu – la dépendance sur le revenu signifie que l'un des événements les plus négatifs rencontrés par les ménages pauvres est la maladie (ou le décès) du membre actif principal du ménage. La réponse à une telle perte exige souvent l'intensification du travail des femmes et des autres membres actifs dans le ménage, la vente de biens et/ou le recours au crédit. Si la situation perdure, l'endettement et la perte d'actifs mèneront à un appauvrissement progressif du ménage.
- La hausse de prix des denrées alimentaires – les ménages dépendent à 100 pour cent du marché pour leur approvisionnement en nourriture. Une forte augmentation des prix, en dehors des variations annuelles normales (par exemple lors de la période de Ramadan) peut déstabiliser le budget hebdomadaire du ménage et les expose facilement en insécurité alimentaire. Le plus souvent, une « mauvaises années » au Mali est une année affectée par des mauvaises campagnes agricoles qui font augmenter les prix des céréales sèches.
- Risque d'inondations – ceci est un risque aléatoire qui dépend d'un nombre de facteurs: le niveau de pluviométrie dans la ville mais aussi dans les zones en amont du fleuve et dans les zones plus élevés au nord de la ville, l'état de caniveaux et l'emplacement des maisons (perte des marigots, dans des mares ou des terres basses). Les inondations affectent certains quartiers de Bamako tous les 3 à 5 ans. Le cas le plus récent a été les inondations dans le quartier de Banconi en 2013.

Au niveau des ménages, les stratégies d'adaptation restent assez similaires parmi les groupes socioéconomiques et incluent principalement :

- Le recours aux achats de nourriture à crédit est souvent la première stratégie, devenue fréquente pour faire face au jour où le revenu journalier est insuffisant pour acheter la nourriture nécessaire pour la journée.
- La réduction de l'achat des aliments les plus chers, notamment le remplacement de la consommation du mil par le maïs et le sorgho ou sinon par le riz si les prix des céréales sèches ont dépassé le prix du riz, et la réduction des achats de viande, poisson, lait en poudre, niébé, pommes de terre, etc.
- La réduction des produits non essentiels : l'achat d'articles tels que les vêtements, les chaussures ou les cosmétiques, le crédit téléphonique, etc. sera réservé aux mois plus prospères.
- Le recours aux emprunts d'argent (informels et formels en fonction de la capacité économique du ménage) et aux tontines financières.
- L'augmentation et la diversification des AGR en fonction de la demande et de la capacité du ménage

- L'intensification du petit commerce par la diversification des marchandises vendues et parfois renforcé par la création des groupements de petits commerçants qui s'entraident pour l'achat du stock et leur commercialisation.
- Le recours à la migration saisonnière, notamment vers les zones aurifères dans l'ouest du pays

11. Recommandations

Ce document présente une image des moyens d'existence typiques des ménages qui habitent à l'intérieur de la « sous-zone urbaine inférieure » de Bamako - dont les limites ont été définies au début de l'étude. Il permet d'avoir une première compréhension du niveau économique des différentes couches désagrégées à l'intérieur de la zone, leurs sources de nourriture et les principales contraintes auxquels ils sont confrontés du point de vue économique.

La complexité des moyens d'existence en milieu urbain est évidente, alimentée par une concentration de la population très élevée et des nombreuses opportunités économiques disponibles aux ménages dans un contexte beaucoup plus actif et changeant. Alors, la caractérisation des moyens d'existence en catégories distinctes est plus difficile et la nécessité d'approfondir les connaissances est continue.

La collecte de données HEA en milieu urbain au niveau ménage se base sur la quantification des dépenses annuelles typiques pour chaque groupe socioéconomique afin de déterminer d'abord le budget annuel du ménage type qui, par la suite, est recoupé avec la quantification des différentes AGR effectués par un ménage modèle. La vérification du niveau de revenu par rapport aux dépenses déclarées doit se faire soigneusement, car il existe une tendance parmi les enquêtées à surestimer leurs dépenses, car il veut montrer comment la vie est chère en ville. Il faudrait considérer si l'analyse pourrait être renforcée par l'inclusion des entretiens au niveau ménage individuels qui pourraient être utilisés pour vérifier les données issues des groupes de discussion.

En outre, par rapport aux questionnaires utilisés sur le terrain, il serait intéressant de collecter de données additionnelles sur :

- le capital social des différents groupes socioéconomiques, au delà des biens productifs et le niveau d'éducation et de connaissances, comme un des facteurs déterminants du niveau de revenu du ménage.
- la mobilité entre les groupes socioéconomiques, car il semble très probable que la fluctuation du niveau économique des ménages, et donc leur appartenance à un groupe socioéconomique ou un autre, change plus qu'en milieu rural, notamment parmi les TP et P.
- l'analyse du marché du travail pour les groupes socio-économiques plus pauvres, notamment afin d'avoir plus d'information sur le degré de stabilité des sources de revenu et les possibilités de diversification des sources de revenu quand la demande dans certains marchés de travail change.

Cependant, une réflexion plus approfondie sur la méthodologie et son application sur le terrain devrait commencer par la révision des questions pour lesquelles on cherche des réponses ; quels sont les principaux enjeux dans le milieu urbain ? Quelles sont les principales préoccupations pour les organisations qui travaillent dans le milieu urbain ? Quelles sont les groupes de population qui nous intéressent le plus ?

Annexe 1 - Echantillonnage

Tableau 6. Liste des quartiers visités

	Quartier	Commune
1	Sikoro	1
2	Fla Bougou	1
3	Konebougou	2
4	Bakaribougou	2
5	Koulouba	3
6	Samé	3
7	Taliko	4
8	Kalabanbougou	4
9	Sabalibougou	5
10	Dianéguéla	5
11	Baco Djikoroni	6
12	Niamakoro	6

Annexe 2 – Processus terrain

Les équipes ont entrepris les étapes suivantes lors de cette étude:

Zonage : Un atelier de zonage de deux jours (6 et 7 juillet) a été mené avec des représentants des 6 arrondissements de la ville de Bamako pour définir les limites d'une zone de moyens d'existence urbaine homogène à l'intérieur de Bamako.

Formation: Un atelier de formation a eu lieu du 8 au 10 juillet à Bamako. 12 participants, principalement des agents du Système d'Alerte Précoce du bureau de Bamako ainsi que des bureaux régionaux, ainsi que quelques ONG partenaires CSPEEDA, WHH et OMA ont reçu une formation sur les outils de base HEA dans les milieux urbains.

Entretiens avec les agents de l'Etat au niveau des mairies dans les d'arrondissement (formulaire 1) : Le point d'entrée dans les zones urbaines était les officiers au niveau des 6 communes du district de Bamako. Le but de ces entretiens était d'introduire l'exercice auprès des autorités locales, d'avoir leur autorisation, de préparer l'entrée dans les communautés et de valider la liste d'échantillonnage.

Entretiens aux marchés (formulaire 2): Deux marchés ont été visités dans le cadre de l'étude. Le but de ces visites était de recueillir les prix des principaux produits de base, les unités locales de mesure pour différentes marchandises et la variation des prix pendant l'année de référence.

Entretiens avec des informateurs clés des quartiers (formulaire 3) : Des interviews en focus groupe avec les représentants des différentes communautés ont été organisées dans chacun des 12 sites sélectionnés. Le chef du quartier et les anciens résidents du quartier (hommes et femmes) ont assisté à ces entretiens dont le but était de recueillir des informations sur les principales activités économiques de la population locale, la disponibilité et l'accès aux services de santé, d'éducation ainsi que d'autres services. Les tendances saisonnières dans les activités économiques, l'accès aux marchés, la variation du prix des aliments et les données démographiques. A travers l'utilisation de définitions locales de la richesse (centrées sur les sources et les niveaux de revenu) les ménages ont été répartis en différents groupes de richesse et la proportion de ménages dans chaque groupe a été estimée. Les représentants de la communauté ont par la suite identifié les ménages de chaque groupe socioéconomique sur la base des caractéristiques d'un commun accord pour participer aux entretiens plus approfondies.

Entretiens avec des représentants du ménage (formulaire 4): Des groupes de discussion avec ménages représentatifs ont fourni un portrait détaillé avec chacune des stratégies de subsistance des ménages par groupe de richesse. Les entretiens ont recueilli des renseignements détaillés sur les schémas de dépenses, les sources des revenus et des nourritures. Cependant, les informations fournies ont fait ressortir les différentes stratégies d'adaptation que la population développe et les aléas les plus courants qui la touchent. Des vérifications croisées tout au long de l'évaluation ont assuré un degré élevé de cohérence des données et une image crédible de l'économie des ménages.

Durant cette étude un total de 52 groupes de discussions ont été menés, un par groupe de richesse ciblé dans chacune des sites visités. Le travail de terrain a eu lieu du 22 juillet au 6 août avec l'aide de l'équipe de terrain et un chef d'équipe expérimenté dans la méthodologie HEA.

L'analyse des données: A mi-parcours, les équipes ont effectué une analyse préliminaire des données recueillies. Le processus a consisté à développer une image de stratégies de subsistance des ménages pour les groupes de richesse respectifs, à affiner l'enquête et à se focaliser sur les questions clés émergentes et en développant une approche commune pour résoudre les problèmes et les difficultés sur le terrain. L'analyse finale des données a eu lieu entre le 7 et le 8 août et a compté avec la participation des équipes de terrain sous l'encadrement des chefs d'équipe.

Annexe 3 – Equipe

	Noms et Prénoms	Structures	Provenance	Contact
1	Assékou Maouloune KOUNTA	SAP	BAMA KO	76051386
2	Ichiaka BENGALY	SAP	BAMA KO	66083232
3	Mamadou COULIBALY	SAP	BAMA KO	76226478
4	Boubacar YOROTE	SAP	BAMA KO	76438883
5	Nazoun DIASSANA	SAP régional	KOULIKORO	76017501
6	Alhassane TOUNKARA	SAP régional	KAYES	76135356
7	Adama DAGNOKO	SAP régional	SEGOU	76392229
8	Sékou TRAORE	GARDL	BAMA KO	79229970
9	Karamoko SIDIBE	WHH	BAMA KO	76767667
10	Lamine SANGARE	CEEPSDA	BAMA KO	76382572
11	Amadou TRAORE	FEWS NET	BAMA KO	66815522
12	Kalil MAIGA	OMA	BAMA KO	66814848
13	Nouhoum SIDIBE	SAP	BAMA KO	65703935
14	Nora LECUMBERRI	FEG	ESPAGNE	+34653784883